

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 23 JUIN 1968

CIRCONSCRIPTION DE CHATEAU-GONTIER

Electrices,
Electeurs,

Il y a quinze mois, 19 195 d'entre vous « majorité absolue », me faisaient confiance pour continuer à défendre leurs intérêts à l'Assemblée Nationale.

Des événements prévisibles m'amènent aujourd'hui sur la demande de nombreux amis à solliciter à nouveau vos suffrages.

Il ne faut pas que l'arbre cache la forêt et oublier dans la chaleur de l'émeute et de la passion électorale les causes réelles de cette crise qui incombe au Gouvernement et à sa **majorité inconditionnelle**, qui en dix ans de pouvoir n'a pas su donner aux Français ce qu'ils sont en droit d'attendre, ce qui a obligé le Président de la République à dissoudre sa propre majorité de l'Assemblée Nationale. La façade factice de la **stabilité** s'est écroulée pour faire apparaître les problèmes **fondamentaux** qui ont failli nous entraîner dans un **drame national** par **imprévoyance** de l'avenir, maintes fois signalée à l'égard des **créations d'emplois** et de **notre jeunesse.**

L'**avertissement est clair.** Le Gouvernement doit manifester une plus grande **compréhension** dans le **dialogue**, l'**information**, la **participation** et considérer les hommes comme des êtres humains.

— Partager **équitablement** les **revenus** en assurant un **meilleur pouvoir** d'achat aux **travailleurs** avec une **garantie d'emploi.**

— Préparer l'**avenir** et la **formation des jeunes** qui veulent une **mutation** de notre **société** de plus en plus **matérialisée.**

— Prendre en considération les **réformes** de l'**enseignement.**

— Orienter les études en raison des **emplois existants** et de ceux à **créer.**

— Donner une retraite décente aux **personnes âgées**, aux Anciens **Combattants** et Anciens **Prisonniers.**

Tels sont les impératifs soulignés par une crise **angoissante**, qui **confirme** notre **orientation politique.**

Électrices, Électeurs, je vous demande de vous rappeler mes interventions en particulier sur l'enseignement, l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'application de la T.V.A. au commerce de détail et aux petites et moyennes entreprises, ainsi que la loi d'assurance maladie des travailleurs indépendants votée depuis deux ans encore non appliquée, les regrettables réformes de la Sécurité Sociale promulguées par voie d'ordonnances. Enfin mes interventions sur l'agriculture, le **29 octobre 1967** et **le 9 mai** dernier sur les **logements sociaux**, la répartition des **bourses scolaires** et le droit de survie des populations de l'Ouest de la France.

Le problème fondamental est la mutation que l'on doit s'imposer à **soi-même** en face des moins **favorisés**, dans un monde qui a perdu une partie de ses **valeurs spirituelles.**

T. S. V. P.

Ceci confirme le programme du CENTRE, Progrès et Démocratie Moderne, auquel j'appartiens, qui se résume en sept points :

1. — *OBLIGATION* d'appliquer la **Constitution.**

2. — *LE DROIT* de l'**information objective**, honnête, avec le respect de la liberté de presse.

3. — *METTRE EN PLACE* les structures d'une véritable **régionalisation** de l'économie nationale afin de redonner vie aux **collectivités locales**, avec une relance de la **décentralisation** et une véritable **expansion**, en faisant l'économie de dépenses budgétaires d'ordre **somptuaire et militaire** afin de se consacrer résolument aux investissements publics (Hôpitaux, Écoles, Routes, Télécommunications).

4. — *RÉEXAMEN DU PLAN.* Il n'est pas tolérable que l'on puisse maintenir **systématiquement** 500 000 chômeurs, qui seront demain 800 000. Donner la retraite **à 60 ans**, contribuerait à supprimer le chômage.

5. — *SOLIDARITÉ DE LA NATION.* Il ne faut pas que les prix reprennent d'une main ce que le Gouvernement a donné de l'autre. Les victimes en seraient les **personnes âgées** et les **travailleurs en général.**

6. — *AMNISTIE GÉNÉRALE* pour la **reconciliation** de tous les Français.

7. — *L'EUROPE.* M. DUHAMEL a dit : « elle n'est pas un **renoncement** mais un **dépassement** ». Pour assurer notre défense elle ne peut se faire que dans ce cadre ; il en faut arrêter les **échéances.** Seule, la France ne peut **en payer** la facture.

Pour que la France n'aille pas à l'abîme, il lui faut des hommes qui prennent **conscience** de leurs **responsabilités**, sans **contrainte** dans l'intérêt du pays, qui ne soient ni des **extrémistes** ni des **inconditionnels.** J'ai **refusé de voter la censure**, ayant choisi l'**ordre** plutôt que le **chaos** et l'**anarchie** qui auraient amené les Communistes au pouvoir, ce que nous ne voulons pas.

Sans promesse illusoire, je m'engage à continuer et à agir en homme libre, indépendant, dans l'intérêt de tous et dans le respect de la **personne humaine.**

Pas d'abstention, voter c'est accomplir un geste important. Les actions du passé garantissent l'avenir. Si vous pensez que mon programme répond à ce que vous voulez, c'est à dire une PLUS GRANDE JUSTICE dans une SOCIÉTÉ MEILLEURE, l'ORDRE ASSURÉ dans la LIBERTÉ, la PAIX garantie dans une EUROPE UNIE, la GUERRE CIVILE par l'AFFRONTEMENT de DEUX BLOCS évitée.

VOUS VOTEREZ POUR :

Louis FOURMOND

DÉPUTÉ SORTANT

Maire de Saint-Fort

Candidat Progrès et Démocratie Moderne

Suppléant :

André PICHARD

Licencié en Droit

Conseiller Municipal d'Azé

IMP. IND. CH.-GONTIER